



Le Regroupement interrégional sur les gaz de schiste de la vallée du Saint-Laurent réagit au rapport synthèse de l'ÉES sur le gaz de schiste

Communiqué de presse

Par [Mondialisation.ca à la Une](#)

Mondialisation.ca, 27 février 2014

Regroupement interrégional gaz de schiste
de la Vallée du St-Laurent

Région : [Le Canada](#)

Thème: [Pétrole, Gaz de schiste, Énergie](#)

Par le Regroupement interrégional gaz de schiste de la Vallée du St-Laurent

La veille du début de la Commission parlementaire sur le projet de moratoire du gouvernement sur le gaz de schiste, paraissait le rapport synthèse du comité de l'évaluation environnementale stratégique (ÉES) sur le gaz de schiste. Rappelons que cette ÉES fut amorcée en mai 2011 dans la foulée du rapport du BAPE sur « le développement durable de l'industrie des gaz de schiste au Québec ».

Très tôt [1], le Regroupement interrégional s'est attaché à critiquer la composition du comité de cette ÉES. Le 12 décembre 2011 [2], suite à une assemblée générale, nous dénonçons « *avec vigueur le parti-pris du comité qui accepte la présence de représentants des compagnies gazières et exclut tout représentant reconnu par les groupes écologistes et les comités de citoyens* ». Nous demandions aussi alors, considérant le mandat tronqué de l'ÉES, « *que le comité de l'ÉES élargisse son mandat à l'étude de divers choix énergétiques en vue de les comparer et d'en recommander le développement* », le cas échéant.

Lors des audiences publiques de décembre 2011, nous avons fait valoir que les études planifiées par le comité, bien que nombreuses, ne pouvaient contribuer significativement à l'augmentation des connaissances du domaine vu leur terme court et l'enveloppe budgétaire globale insuffisante. Tel que prévu, le rapport de l'ÉES reconnaît que « *comme mentionné précédemment, la mise en place de l'évaluation environnementale stratégique a permis de commencer à bâtir la base de connaissances sur le gaz de schiste.* » Rappelons ici qu'une étude menée par l'EPA (Agence sur la protection de l'environnement des États-Unis) et concernant les seuls impacts de la fracturation hydraulique sur l'eau potable est en cours depuis quatre ans et n'est toujours pas terminée. Cela se conçoit puisque les études de nature hydrogéologique, celles sur la cimentation ou encore celles liées aux mesures de toxicité doivent s'effectuer sur un nombre suffisant d'années pour pouvoir fournir des données probantes.

Au sujet des recommandations, le RIGSVSL s'oppose à la création d'un observatoire permanent sur les hydrocarbures, de même qu'à la création d'une chaire de recherche sur ceux-ci. Les groupes citoyens que nous représentons sont d'avis que la création de telles structures ne contribuera à terme qu'à promouvoir les industries fossiles au détriment des

filières vertes. Car quand bien même ces nouvelles structures seraient impartiales, nous sommes d'avis qu'elles n'ont pas raison d'être : la situation du climat et son évolution prévisible sont gravissimes et causalement liés à l'exploitation des hydrocarbures fossiles tels que les gaz de schiste. D'ailleurs, le comité de l'ÉES mentionne à la page 129 de son rapport que « *les émissions fugitives aux puits et lors du transport du gaz sont un facteur contributeur aux GES très sensible parce qu'elles interviennent sur de longues périodes de temps* » et que « *le développement à grande échelle de la filière du gaz de schiste au Québec pourrait affecter considérablement le bilan du Québec [...] et compromettre l'atteinte des cibles de réduction de GES.* »

Aussi, compte tenu des risques associés à un tel projet, le RIGSVSL est résolument contre le « *projet pilote d'exploration ou d'exploitation gazière [lequel] pourrait aider à parfaire les connaissances et à mieux évaluer les risques et l'efficacité des mesures d'atténuation.* » malgré, ou même considérant, « *le protocole intégré de suivi des aspects techniques, environnementaux et sociaux accompagné de prises de mesures et de données exhaustives [lequel] pourrait aussi aider à préciser les moyens d'encadrement nécessaires pour assurer la sécurité des opérations.* »

Nos membres et sympathisants ont appris depuis quatre ans -et à leur grand dam - un nouveau vocabulaire émaillé de termes comme « fracturation », « cimentation », « mitigation », « atténuation » mais nous aurions préféré user de mots tels que « intégrité », « éthique », « transparence » et « durabilité », pour ne citer que ceux-là...

Le RIGSVSL s'étonne aussi de la faiblesse de nombreuses études, en particulier celles liées à la toxicité des eaux de reflux ou à la migration des fluides dans le sous-sol. Mais doit-on s'en étonner lorsqu'on lit à la page 36 que « *le Comité a demandé de dresser un nouvel inventaire de l'état des fuites observées sur les puits de gaz de schiste* » et que « *peu d'informations avaient été reçues au moment de la rédaction du rapport synthèse du Comité et une version actualisée du tableau n'a pas pu être réalisée* », ce qui confirme encore le manque de suivi des puits présents sur le territoire.

Finalement, lorsque nous examinons la liste des constats apparaissant à la fin du rapport, nous ne pouvons que conclure que l'ensemble des inquiétudes amenées par nos comités « vigilance » étaient fondées et qu'elles subsisteront vraisemblablement à la fin du BAPE à venir. « *Quand traiterons-nous des véritables enjeux? Quand en finirons-nous avec ce gaz et ce pétrole de schiste?* », se désole Jacques Tétreault, porte-parole du RIGSVSL.

Trois-Rivières, le 25 février 2014

RÉFÉRENCES TEXTE

[1] 8 septembre 2011. Comité interrégional sur le gaz de schiste de la vallée du Saint-Laurent. *La nomination de monsieur François Tanguay alimente la méfiance des citoyens.* <http://www.regroupementgazdeschiste.com/fichiers/site/communiqués/2011-09-08-communique.pdf>.

[2] 12 décembre 2011. RIGSVSL. *Le Regroupement interrégional sur le gaz de schiste de la vallée du Saint-Laurent (RIGSVSL) réagit au Plan de réalisation de l'évaluation environnementale stratégique (ÉES) sur le gaz de schiste.* <http://www.regroupementgazdeschiste.com/fichiers/site/communiqués/2011-12-11-position->

[du-rigsvsl-face-a-ees.pdf](#).

CONTACTS

Marc Brullemans, coordonnateur-adjoint, RIGSVSL

marc.brullemans@regroupementgazdeschiste.com T 819 372-9809

Joceline Sanschagrin, responsable communications, RIGSVSL

communications@regroupementgazdeschiste.com

Le Regroupement interrégional gaz de schiste de la Vallée du St-Laurent compte plus de cent comités locaux citoyens s'opposant à l'extraction et au transport du pétrole et du gaz de schiste sur tout le territoire québécois. Depuis 2010, ces comités réclament un moratoire sur le gaz de schiste au Québec et s'opposent à la fracturation du sous-sol dans leurs communautés.

La source originale de cet article est Regroupement interrégional gaz de schiste de la Vallée du St-Laurent

Copyright © [Mondialisation.ca à la Une](#), Regroupement interrégional gaz de schiste de la Vallée du St-Laurent , 2014

Articles Par : [Mondialisation.ca](#)
[à la Une](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca